



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES
MINES-CARRIÈRES

Arrêté préfectoral n° 01 DAI 2M 055
de prescriptions complémentaires concernant
- les garanties financières pour la remise en état de la carrière
à ciel ouvert de sablon exploitée par la société SABLIERES
DE PRECY sur le territoire de la commune de JOSSIGNY
- les contrôles et analyses à effectuer par la société.

Le Préfet de Seine et Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement et notamment le Titre 1^{er} du Livre V,

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au titre Ier du livre V du code de l'environnement),

Vu le décret n° 93.742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (codifiée au titre Ier du livre II du code de l'environnement),

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,

Vu l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

Vu la circulaire du Ministère de l'Environnement du 2 juillet 1996 concernant l'application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

Vu la circulaire du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières,

Vu l'arrêté préfectoral n° 97 DAE 2M 095 du 09 décembre 1997 autorisant la société anonyme Les Sablières de Précy à exploiter une carrière de sablon sur le territoire de la commune de JOSSIGNY au lieudit « la Croix Rouge »,

Vu la demande en date du 17 février 1999 par laquelle M. Luc WIAME agissant en qualité de Directeur Général de la société Les Sablières de Précy sollicite la modification du montant des garanties financières,

Vu l'avis et les propositions du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région Ile de France en date du 07 septembre 2001,

Vu l'avis de la commission départementale des carrières émis lors de sa réunion du 26 septembre 2001,

Vu le projet d'arrêté préfectoral notifié à l'exploitant le 28 septembre 2001 qui n'a pas formulé d'observations,

Considérant qu'aux termes de l'article L512.1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état de la carrière, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature et de l'environnement et la conservation des sites et des monuments,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

.../...

ARRÊTE

CHAPITRE I : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

ARTICLE I.1 – INTRODUCTION

Outre les prescriptions qui lui ont été imposées par l'arrêté préfectoral visé ci-dessus la Société Sablières PRECY, sise au Petit Venteuil – B.P. 27 – LA FERTE-SOUS-JOUARRE 77260, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires suivantes pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de sablon sise au lieu-dit, « La Croix Rouge », portant sur une superficie de 10 ha 10 a sur le territoire de la commune de JOSSIGNY.

Dans le cas de dispositions contraires contenues dans le précédent arrêté, les dispositions du présent acte s'imposent.

CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE II.1 – MODIFICATIONS

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE II.2 – CONTRÔLES ET ANALYSES

L'Inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation de prélèvements et des analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations. Ils seront exécutés par un organisme tiers qu'elle aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation sur les installations classées. Tous les frais occasionnés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite **une fois tous les deux ans**. Ce contrôle est effectué conformément à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, relatifs aux bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

Les niveaux limites acoustiques admissibles figurent au chapitre IV.7.1 de l'arrêté préfectoral n° 97 DAE 2M 095. Le point de mesure se situe sur le périmètre de l'autorisation au croisement des routes départementales RD10 et RD88.

Un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées (suivant chapitre III)

La périodicité des analyses d'eaux mentionnées dans les articles III-3 et IV-3-2-2 est portée à 6 mois

ARTICLE II.3 – FIN D'EXPLOITATION

L'exploitant doit adresser au Préfet au moins six mois avant la date d'expiration de l'autorisation d'exploiter la déclaration d'arrêt définitif prévue à l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 modifié.

ARTICLE II.4 – ACCIDENTS ET INCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait des travaux. Il précise dans un rapport les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

ARTICLE II.5 : MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

La durée restante de l'autorisation correspond à une période d'environ 3ans 1/2. Pour cette période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour la période considérée est :

PERIODE	De la date de notification du présent arrêté jusqu'au 9 décembre 2004
MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES (T.T.C.)	794 549 F
S 1 (ha)	0,62
S 2 (ha)	4,2755
S 3 (ha)	1,3728

S1 (en ha) = Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 (en ha) = valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.

Ces surfaces sont représentées sur le plan joint au présent arrêté.

ARTICLE II.6 – MODIFICATIONS CONDUISANT À UNE AUGMENTATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

ARTICLE II.7 – ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514.1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE II.8 – APPEL AUX GARANTIES FINANCIÈRES

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L 514.1 du Code de l'Environnement ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme à l'arrêté préfectoral n° 97 DAE 2M 095 du 9 décembre 1997.

ARTICLE II.9 – DOCUMENTS A TRANSMETTRE CONCERNANT LE SUIVI DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant fournit chaque année les valeurs maximales de S1, S2 et S3 atteintes lors de l'année précédente (suivant chapitre III)

CHAPITRE III : DOCUMENTS À TRANSMETTRE

Le présent chapitre récapitule les documents que l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées. Ces documents sont cités dans l'arrêté préfectoral N°97 DAE 2M 095 du 9 décembre 1997 et dans le présent arrêté.

Articles	Documents de l'année N	Périodicité/Échéance
A.P. n° 97 DAE 2M 095 III-19	Plan de la carrière et annexes	1er février année n+1
A.P. n° 97 DAE 2M 095 III-3 et IV-3-2-2	Contrôles des effluents aqueux	
II-2	Contrôle des niveaux sonores	
II-9	Suivi des garanties financières	

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE IV.1 – SANCTIONS

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les articles L142.1, L142.2, L216-6, L216-13, L514.9, L514.10, L514.11, L514.12, L514.13, L514.14, L514.15, L514.18, L514.1, L514.2, L514.3, L541-46, L541-47 du Code de l'environnement.

ARTICLE IV.2 – INFORMATION DES TIERS

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de JOSSIGNY et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché dans la mairie JOSSIGNY pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis relatif au présent arrêté sera inséré, par les soins du Préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article IV-3 : Délais et voies de recours
(Article L 514.6 du Code de l'environnement)

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif :

1°/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié.

2°/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements dans un délai de six mois à compter de la publicité du présent arrêté.

Article IV.4

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- Société Les Sablières de Précy,
- Monsieur le Sous-Préfet de Meaux,
- Messieurs les Maires de Jossigny, Bailly Romainvilliers, Serris, Montevrain, Chanteloup en Brie, Bussy Saint Georges, Ferrières en Brie, Favières, Villeneuve Saint Denis,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement d'Ile de France, Cachan,
- Monsieur l'Ingénieur en Chef de la Navigation de la Seine,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Paris,
- Monsieur le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Savigny le Temple,
- Chrono,

Fait à Melun, le 11 octobre 2001

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Signé : François-Xavier CECCALDI

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet et par délégation

Le Chef de Bureau



Catherine BONNEAU

